



## Comité interministériel pour la coopération au développement

### Procès-verbal de la réunion du 17 avril 2008

#### Base légale :

- Loi du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement
- Règlement grand-ducal du 14 février 1996 fixant la composition et le fonctionnement du comité interministériel pour la coopération au développement)

Membre	Ministère	Présent
BICHLER Marc	Président, MAE	<input checked="" type="checkbox"/>
AGNES Anouk	Finances (suppl.)	<input checked="" type="checkbox"/>
BESCH Edmée	Education Nationale (suppl.)	
BRITZ Joseph	Education Nationale	
GEHL Georges	Environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
GENGLER Bob	Fonction publique	<input checked="" type="checkbox"/>
GUILL Jean	Finances	<input checked="" type="checkbox"/>
JACOBY Arsène	Finances (suppl.)	<b>Excusé</b>
KETTELS Tom	Etat - Service des Médias	<input checked="" type="checkbox"/>
KNEBELER Jean-Claude	Economie	
KONSBRUCK-SCHMIT Solange	Égalité des Chances (suppl.)	<input checked="" type="checkbox"/>
MAES Olivier	MAE	<input checked="" type="checkbox"/>
OLINGER Jean	IGF	<input checked="" type="checkbox"/>
RIECHERT Alex	MAE, secrétaire	<b>Excusé</b>
SCHLIM Romain	Fonction Publique (suppl.)	
SCHROEDER Isabelle	Égalité des Chances	
SCHWEICH Claude	Agriculture	<input checked="" type="checkbox"/>
WAGENER Raymond	Sécurité Sociale	<b>Excusé</b>
WAGENER Yolande	Santé	

### **1. Approbation de l'ordre du jour :**

L'ordre du jour proposé est approuvé. Le Ministère des Finances annonce vouloir évoquer la microfinance sous divers.

### **2. Approbation du procès-verbal de la réunion du 7 février 2008**

Le procès-verbal est approuvé avec l'ajout des commentaires transmis par Monsieur Jacoby pour le Ministère des Finances.

### **3. Projet de rapport « peer review » du CAD / OCDE : examen du passage traitant du CID**

Monsieur Bichler présente le projet de rapport du CAD en se concentrant sur les six paragraphes traitant du CID. Il invite les membres du CID à faire part de leurs commentaires sur ce texte, le MAE devant transmettre sa réaction au secrétariat du CAD le lendemain 18 avril.

Le Ministère des Finances partage les vues du MAE au sujet du 5<sup>e</sup> paragraphe qui fait référence à la place financière. Il est convenu de proposer au CAD une autre rédaction de ce passage du texte. Le Ministère des Finances note qu'il ne faut pas minimiser le rôle du CID en matière de cohérence des politiques.

Monsieur Olinger fait remarquer que le remboursement des charges sociales pour coopérants n'était pas le seul ni le principal sujet à l'ordre du jour du CID du 5 avril 2007 (encadré 5 dans le projet de rapport du CAD).

### **4. Flambée des prix alimentaires**

Monsieur Maes introduit le sujet en soulignant l'impact de la flambée des prix alimentaires sur les pays en développement, y compris les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Le sujet est complexe, la hausse des prix étant la résultante d'une multitude de facteurs que le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire a évoqués lors de sa conférence de presse du 15 avril 2008. Comme ces facteurs concernent plusieurs politiques, notamment l'agriculture, l'environnement et l'énergie, le MAE est d'avis qu'il est utile d'aborder le sujet de la flambée des prix alimentaires au sein du CID.

Monsieur Schweich informe le CID que le Ministère de l'Agriculture suit la question de près, d'autant plus que les Ministres de l'Agriculture ont évoqué le problème au niveau européen. La crise actuelle montre toute la valeur de la

politique agricole commune (PAC), qui est un moyen d'accroître l'offre de produits alimentaires.

Messieurs Olinger et Guill plaident pour que l'on approfondisse l'analyse de la crise actuelle au niveau international, en mobilisant les experts de la Commission européenne, de la Banque mondiale et de la FAO notamment. Le lien que d'aucuns font par exemple entre la hausse des prix des denrées alimentaires de base et la crise financière n'est pas évident. Au moment où l'on est confronté au coût économique et financier de la crise, M. Olinger estime qu'un préalable est de rechercher les responsables de la crise ainsi que ceux qui en sont les gagnants.

Monsieur Gehl note que la crise actuelle risque de ternir l'image des biocarburants, qui sont pourtant un élément important dans la mise en place de politiques publiques favorables au développement durable.

En conclusion, il est convenu que le CID reviendra sur le sujet de la crise des prix alimentaires le moment venu, sur base des informations que les membres du CID auront pu recueillir dans leurs domaines de compétence respectifs.

## **5. Divers**

### Microfinance

Le Ministère des Finances présente les premiers résultats concrets de l'accord qu'il a signé il y a un an avec la Banque européenne d'investissement (BEI) en distribuant un document dans lequel sont décrits des investissements en faveur du développement de la microfinance notamment au Ghana, en République démocratique du Congo et au Tchad. La BEI prend en charge les investissements en recherchant également l'appui d'investisseurs privés. Le Ministère des Finances soutient ces projets en finançant l'assistance technique qui les accompagne.

Dans le contexte de la microfinance, le Ministère des Finances évoque également l'idée de l'agence de notation LuxFLAG de développer ses activités pour devenir une « centrale de la microfinance » visant à faire du Luxembourg le centre mondial de la microfinance. Le MAE est d'accord avec le Ministère des Finances pour dire que LuxFLAG devrait continuer de se concentrer sur son métier actuel de « labeling ».

### Réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale

Le Directeur de la Coopération au Développement tire un bilan positif de sa participation aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, y compris le Comité de développement, où il y a eu consensus pour dire qu'il faut intensifier l'effort en matière d'aide publique au développement et mobiliser en parallèle d'autres sources de financement afin d'atteindre les objectifs du

Millénaire pour le développement. Les réunions ont servi de préparation aux grands rendez-vous internationaux à venir (conférence de Rome sur la sécurité alimentaire, conférences d'Accra puis de Doha). Monsieur Bichler a mis à profit son passage à Washington pour rencontrer des experts de la Banque mondiale en matière de prévention de crises humanitaires.

Le Ministère des Finances et le MAE conviennent de répéter cet exercice utile. Le MAE note qu'il pourrait s'avérer utile que le Ministère des Finances participe à l'avenir aux réunions suivies par la Direction de la Coopération au Développement (p.ex. réunion d'Accra sur l'efficacité de l'aide).

#### Financements innovants

Le Ministère des Finances rappelle la participation du Luxembourg à UNITAID. Madame Agnes participera dans ce contexte à une réunion d'experts à Dakar.

#### **Document(s) distribué(s) par le MAE lors de la réunion :**

- Extrait du projet de rapport « peer review » du CAD / OCDE (passage traitant du CID)